Document généré le 13 juil. 2025 13:13

Politique et Sociétés

Reactionary Democracy: How Racism and the Populist Far Right Became Mainstream, d'Aurélien Mondon et Aaron Winter, Londres, Verso Books, 2020, 217 p.

Fanny Martin

Volume 42, numéro 1, 2023

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1097171ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1097171ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)
1703-8480 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Martin, F. (2023). Compte rendu de [*Reactionary Democracy: How Racism and the Populist Far Right Became Mainstream*, d'Aurélien Mondon et Aaron Winter, Londres, Verso Books, 2020, 217 p.] *Politique et Sociétés*, *42*(1), 179–181. https://doi.org/10.7202/1097171ar

© Société québécoise de science politique, 2023

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

second récit aborde, à partir de la figure du « mauvais pauvre » de Saint-Denys Garneau, l'absence qui est au cœur de l'imaginaire québécois : ni Européens, ni Autochtones, les Québécois souffriraient en effet d'un manque. Incapables de se revendiquer de la légitimité du colonisé et de son lien à la terre, bénéficiant des richesses du colon tout en étant condamnés à être les « petits maîtres » face à l'Empire britannique et à la culture française, ils incarnent les « mauvais pauvres » du colonialisme. Pour entamer une démarche de guérison vis-à-vis de cette posture, Giroux nous invite à saisir l'appel de Georges E. Sioui, historien et philosophe autochtone, et à enfin « arriver en Amérique » – c'est-à-dire d'apprendre de l'éthique et de l'ontologie autochtones et de développer une réelle amitié entre les peuples. Enfin, le troisième et dernier récit, intitulé « l'œil du maître », déploie toutes les dimensions que sous-tend l'idée de maîtrise : la distance, le contrôle, le management. Tel un propriétaire terrien qui « a à l'œil » son bétail, l'œil impérial a sous son emprise (militaire) la terre et tire des revenus de son exploitation.

L'œil du maître tombe à point dans le paysage de la pensée politique québécoise contemporaine. À partir d'une position décoloniale, il contribue à revitaliser la réflexion sur l'héritage – et la pertinence – des projets d'indépendance du Québec. Bien que l'on mesure toute la distance qui sépare la position politique de Giroux de l'idée d'indépendance du Québec telle qu'elle s'est historiquement constituée, toute l'habileté de l'autrice réside dans sa capacité à occuper cette distance par un effort réflexif d'importance. Par un travail de conservation, de montage et de subversion, que l'on pourrait qualifier de dialectique, *L'œil du maître* prend effectivement acte des potentialités politiques contenues au sein de l'imaginaire indépendantiste québécois et tente de les réorienter vers un « mode d'habiter » en Amérique qui soit résolument solidaire des peuples qui y vivent. Alors que l'indépendantisme québécois semble plus sclérosé que jamais, aux prises avec des tendances identitaires lourdes, le geste de Dalie Giroux est le bienvenu pour quiconque n'a pas totalement abandonné la possibilité d'un potentiel émancipatoire autour de la question de l'existence québécoise en Amérique du Nord.

Isabelle Le Bourdais
Étudiante au doctorat en science politique, York University
ilb@yorku.ca

Reactionary Democracy : How Racism and the Populist Far Right Became Mainstream, d'Aurélien Mondon et Aaron Winter, Londres, Verso Books, 2020, 217 p.

L'extrême droite, le racisme et plus récemment le populisme connaissent un attrait grandissant au sein du milieu universitaire et de l'espace public. L'ouvrage *Reactionary Democracy : How Racism and the Populist Far Right Became Mainstream*, écrit par le politologue Aurélien Mondon et le criminologue Aaron Winter, apporte un éclairage original et interdisciplinaire sur le processus de mainstreaming du racisme, de l'extrême droite et du populisme à partir de trois cas d'étude : les États-Unis, la France et le Royaume-Uni. Au cœur de leur argumentaire, les auteurs considèrent qu'une conception étriquée du phénomène, notamment par les analyses restreintes aux élections et aux partis politiques d'extrême droite, participe à une fausse compréhension du phénomène et à la légitimation d'idées réactionnaires au sein des sociétés libérales contemporaines. En quatre chapitres, plusieurs facettes du phénomène sont abordées afin d'élargir cette vision.

Dans le premier chapitre, l'évolution du racisme illibéral est présentée via une approche historique fouillée depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Dans cette partie, l'ensemble des pratiques du racisme illibéral sont étudiées par le biais des mouvements, des groupes et des partis politiques d'extrême droite. Dans cette idée, le racisme illibéral se restreint à sa forme marginalisée, extrémiste et individuelle (c'est-à-dire une haine explicite de l'Autre basée sur sa race). Pour Mondon et Winter, il s'agit là d'une

compréhension historique du racisme qui le rattache schématiquement à cette forme illibérale via les spectres du fascisme et du nazisme. Un défaut de compréhension commun qui entraîne une frilosité à utiliser le terme dans les sociétés contemporaines et qui sert de caution antiraciste pour les sociétés dites post-raciales. Pourtant, cette forme de racisme peut constituer une composante des sociétés libérales, tel que cela a été le cas dans le passé. Pour les auteurs, cette vision erronée du phénomène a pour conséquence l'impossibilité d'apporter un regard critique sur les éventuelles pratiques et institutions racistes contemporaines.

Dans leur deuxième chapitre, Mondon et Winter approfondissent cette articulation entre les racismes illibéral et libéral. D'abord, ils discutent la vision dichotomique entre ces différentes formes de racisme véhiculées dans l'espace public. Ensuite, ils avancent que les frontières peuvent être poreuses en fonction des contextes politique, social et historique des sociétés étudiées. Dans ce chapitre, le racisme libéral se définit par le rejet de l'Autre en raison de sa non-appartenance et de sa non-adhésion à la société libérale et à ses valeurs. Selon eux, du fait que le racisme libéral se défend d'être raciste, les sociétés contemporaines se concentrent sur la dénonciation de l'expression des formes de racisme illibéral. Les auteurs estiment que cette focalisation sur les pratiques racistes individuelles permet de renchérir l'idée répandue selon laquelle la montée du racisme et de l'extrême droite résulterait d'une demande populaire. En conséquence, les sociétés libérales négligent les autres formes de racisme libéral (tels le racisme systémique ou la discrimination) et participent à la normalisation du racisme.

Le troisième chapitre, pour sa part, est consacré à la mise en évidence des failles du libéralisme. Ce constat permet aux auteurs de souligner la reconstruction du racisme et de l'extrême droite par le biais de la mise à l'agenda des idées réactionnaires avec la connivence, volontaire ou involontaire, des élites du courant mainstream. Selon eux, cette évolution interroge quant au respect des principes libéraux et un éventuel tournant vers l'illibéralisme. Dans l'étude du processus de mainstreaming, l'analyse des auteurs se distingue des travaux précédents du fait de l'intégration des élites politiques, médiatiques et intellectuelles au-delà des périodes électorales. Ce prisme plus large cherche à dégager la normalisation des idées d'extrême droite et des idées racistes au sein des sociétés contemporaines.

Dans le quatrième chapitre, Mondon et Winter posent que la multiplication des usages du terme populisme, notamment pour caractériser l'extrême droite, influe sur le processus de légitimation des idées racistes. Dans cette perspective, les élites se seraient droitisées par souci démocratique. À contrepied, les auteurs présentent une étude de l'opinion publique et soulignent les biais attenants à l'analyse des études électorales tels que l'abstentionnisme. Leur argumentaire ne sert pas à amoindrir le phénomène, mais plutôt à nuancer la montée électorale de partis d'extrême droite.

In fine, cet ouvrage engagé d'approche critique se distingue sans conteste des travaux précédents sur le phénomène et s'inscrit au cœur des débats démocratiques actuels. Néanmoins, malgré la richesse interdisciplinaire de l'ouvrage, cette approche aurait pu profiter de la présentation davantage décortiquée des analyses du discours ainsi que de la méthodologie, un apport qui aurait permis de souligner les stratégies discursives et politiques. De plus, bien que les auteurs considèrent la problématique de l'abstentionnisme dans leur ouvrage, leur réflexion plus large sur la démocratie aurait pu relever les formes d'expression citoyenne au-delà du cadre électoral. Cela leur aurait permis d'appuyer leur argumentaire sur les déficits des démocraties libérales. Ces points de défaillances ne retirent rien à la contribution majeure faite par Aurélien Mondon et Aaron Winter sur l'évolution du racisme, de l'extrême droite et du populisme, et la subtilité des processus de normalisation dans les démocraties libérales. Les universitaires s'enrichiront aisément du cadre analytique et des réflexions proposées en vue de prochaines recherches, bien que les avertis de la littérature sur l'extrême droite et le

racisme retrouveront peut-être des redites dans les deux premiers chapitres sur l'évolution historique. Un public plus large se passionnera pour l'abondance et la précision des thématiques abordées appuyant la démonstration d'un point de vue novateur sur le phénomène à l'étude.

Fanny Martin
Candidate au doctorat, Département de science politique, Université Laval
fanny.martin.3@ulaval.ca

À la reconquête de la souveraineté : mouvements autochtones en Amérique latine et en Océanie, sous la direction de Natacha Gagné, Québec, Presses de l'Université Laval, coll. « Mondes autochtones », 250 p.

Dans l'ouvrage collectif *À la reconquête de la souveraineté : mouvements autochtones en Amérique latine et en Océanie*, quatorze anthropologues, sociologues et politologues sous la direction de Natacha Gagné cherchent à mettre en lumière les nouvelles significations que revêt le concept de souveraineté au fil des processus de décolonisation. À travers dix études de cas portant sur des communautés autochtones d'Amérique latine et d'Océanie, l'ouvrage démontre qu'au-delà de la souveraineté étatique, le concept est désormais perçu comme recouvrant plusieurs droits sociaux, économiques, culturels et politiques.

La première partie de l'ouvrage est composée de deux chapitres dédiés à la contextualisation des cas étudiés dans la seconde partie. En effet, ces chapitres résument l'histoire coloniale des deux régions sur lesquelles se penche l'ouvrage. Ainsi, dans le premier chapitre, Martin Hébert et Stéphanie Rousseau proposent un historique de la domination des peuples autochtones d'Amérique latine par les puissances coloniales – d'abord la Couronne espagnole, puis l'État-nation – ainsi qu'une analyse de l'utilisation des concepts distincts mais compatibles d'autonomie, d'autodétermination et de souveraineté par les populations autochtones de la région.

D'une manière similaire au chapitre précédent, Natacha Gagné et Marie Salaün, dans le deuxième chapitre, font un historique de la colonisation en Océanie. Ce faisant, elles portent une attention particulière à la manière dont les populations autochtones de ces territoires ont été sociologiquement et numériquement minorisées. Les autrices mettent également en exergue les diverses stratégies de mobilisation utilisées par les communautés autochtones pour lutter en faveur de leur autodétermination et souveraineté, comme la revalorisation de leurs cultures et la création de partis politiques.

Le troisième chapitre de l'ouvrage marque le début de sa seconde partie, composée de dix études de cas portant sur les expressions variées de la souveraineté par les communautés autochtones d'Amérique latine et d'Océanie. Dans ce chapitre, Martin Hébert, Ignacio Ochoa et Lucas Aguenier traitent du Guatemala, dont l'histoire est marquée par la répression militaire et l'absence des Autochtones du pouvoir. Les auteurs soutiennent que dans ce pays les communautés autochtones ont principalement exercé leur souveraineté au niveau local et affirment leur autonomie par le biais de la résistance culturelle.

Dans le quatrième chapitre, Stéphanie Rousseau et Hernán Manrique traitent du processus historique de reconnaissance des droits autochtones et du mécanisme légal d'acquisition de l'autonomie pour les communautés autochtones boliviennes. Les auteur·rices soutiennent que ce mécanisme, même s'il est complexe, bureaucratique, et qu'il conduit à la reconnaissance par l'État d'une autonomie « sous tutelle », est un processus viable pour de nombreux peuples autochtones.

Le cinquième chapitre, écrit par Raphaël Colliaux et Stéphanie Rousseau, met en lumière que les expériences des communautés autochtones péruviennes avec la seule forme juridique de reconnaissance politique autochtone au Pérou, la « communauté native », ne sont pas uniformes. En effet, en se basant sur deux études de cas, les auteur·rices démontrent que cette figure juridique permet de renforcer l'autonomie des communautés